



## Actualité & tendances n°10

# Le développement durable au Luxembourg – Pour une économie durablement compétitive et au service du bien-être

---

Conférence de presse

15 juin 2011



## Conférence de presse du 15 juin 2011

- Introduction, par M. Pierre GRAMEGA, Directeur général de la Chambre de Commerce
- Présentation des faits saillants de la publication, par M. Marc WAGENER, Attaché au Département Economique de la Chambre de Commerce
- Présentation de quelques initiatives pertinentes en matière de développement durable, par M. Carlo THELEN, Chief Economist de la Chambre de Commerce
- Questions & Réponses

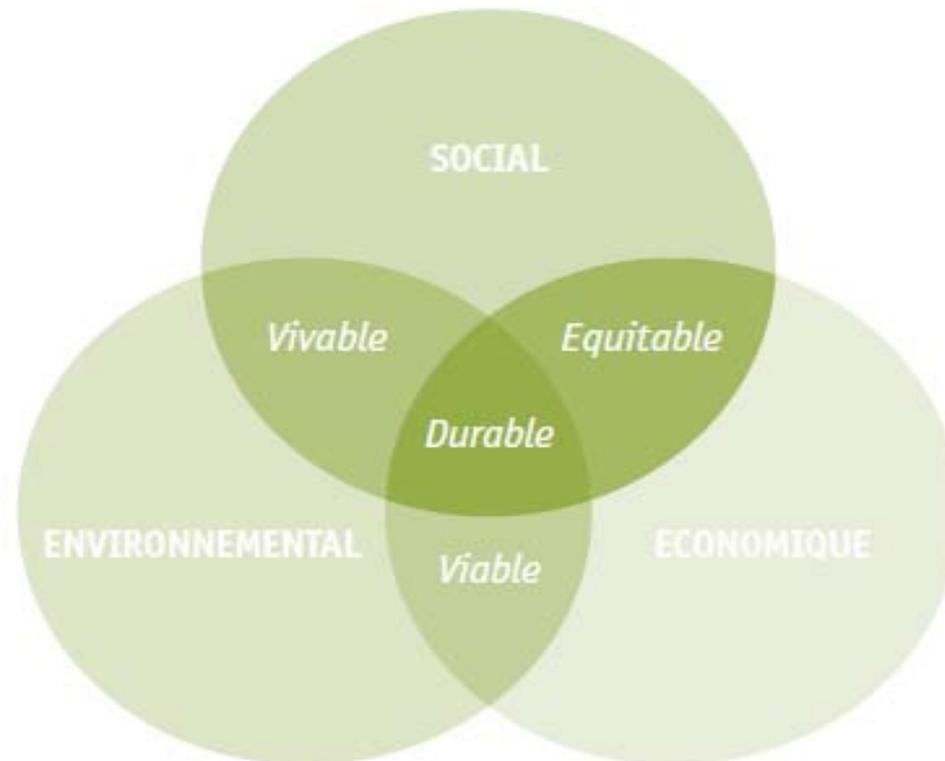


# Les tendances non-durables : faits saillants



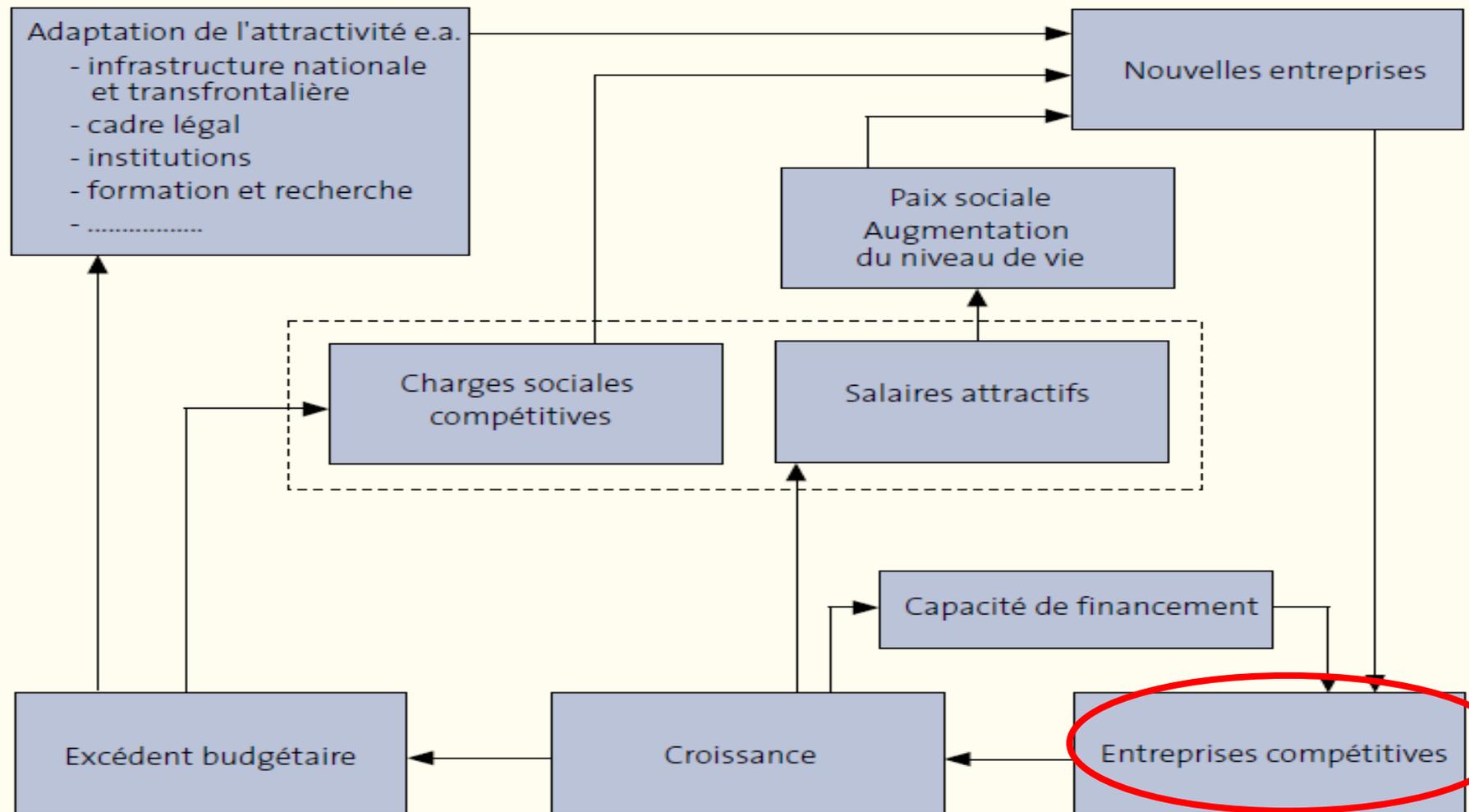
## Le concept du développement durable: un triptyque

- Le développement économique en tant que composante du développement durable





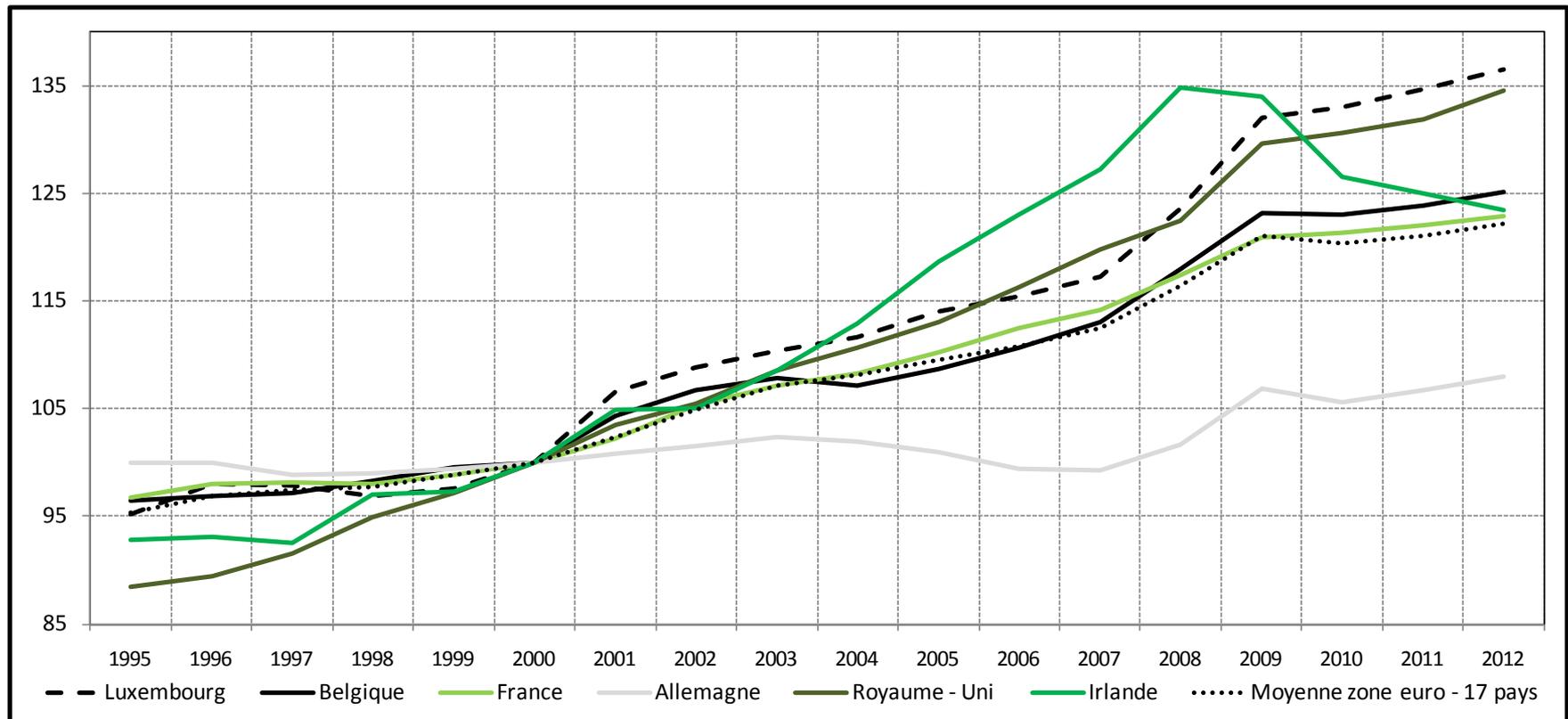
## Les entreprises sont au cœur du développement durable





## 1. Un effritement dangereux de la compétitivité des entreprises (1)

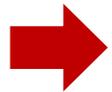
- Le Luxembourg n'écoulera plus ses biens et services à l'étranger si les coûts salariaux continuent d'être dissociés de la productivité



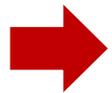


## 1. Un effritement dangereux de la compétitivité des entreprises (2)

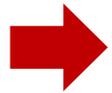
- Parmi les tendances non-durables, citons :



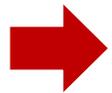
**compétitivité-coût et prix** en chute libre: « *over the period 2000-2010, unit labour costs rose about one and a half times faster in Luxembourg than on average in the EU-15, and more than five times faster than in Germany* »



**différentiel d'inflation** par rapport aux économies voisines: un véritable poison pour une économie ultra-ouverte



**potentiel de croissance en berne**: le potentiel de croissance « post-crise » a baissé de 2% par rapport à son niveau antérieur



**politique de cavalier seul** d'automatismes réglementaires, incompatible avec les engagements du Luxembourg au sein de l'UEM

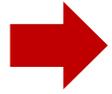


## 1. Un effritement dangereux de la compétitivité des entreprises (3)

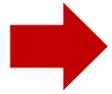
- Quelques pistes de réflexion de la Chambre de Commerce :



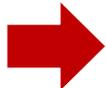
plan d'action définitif, socialement acceptable et ambitieux dans le contexte des automatismes réglementaires



meilleure maîtrise des prix administrés, c.-à-d. de l'inflation « faite maison »



compensation de la dégringolade sur le versant de la compétitivité coût par une amélioration des « facteurs doux de la compétitivité »

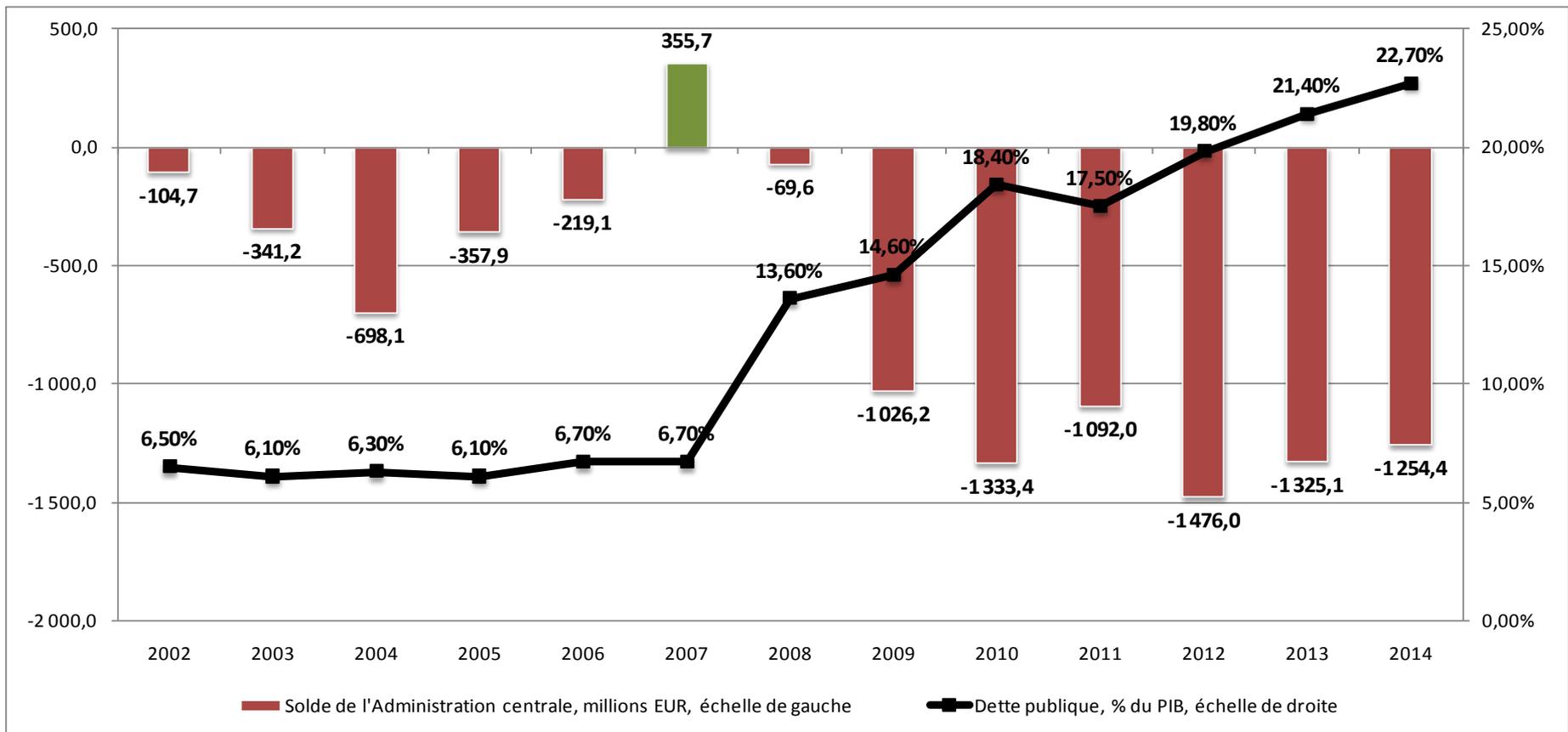


solidification de la « colonne vertébrale » de l'économie: les PME



## 2. Une dégradation structurelle des finances publiques (1)

- Le développement socio-économique est hypothéqué à cause du possible manque de moyens de l'Administration centrale à l'avenir





## 2. Une dégradation structurelle des finances publiques (2)

- ... demain, il faudra rembourser la dette publique accumulée et assurer la pérennité du modèle social, et notamment les prestations de pension

Année	Nombre d'assurés	Nombre de bénéficiaires	Ratio assurés / bénéficiaires
1980	139.603	67.778	2,1
1985	144.581	71.813	2,1
1990	172.288	80.958	2,1
1995	199.044	95.515	2,1
2000	247.253	107.571	2,3
2005	296.059	119.764	2,5
2009	349.803	134.200	2,6
<b>Evolution 1980 à 2009 en milliers en %</b>	<b>210.200 151%</b>	<b>66.422 98%</b>	



## 2. Une dégradation structurelle des finances publiques (3)

- Parmi les tendances non-durables, citons :

➔ **déficit structurel** de l'Administration centrale et assainissement trop timide

➔ **viabilité à long terme** compromise suite aux propositions de réformes insuffisantes

➔ **décrochage** entre le rythme de progression des recettes et celui des dépenses (« effet ciseaux »)

➔ **absence de gestion en bon père de famille** des recettes volatiles et incertaines (cf. point 3. ci-après)

➔ **quid de la capacité d'investissement** future de l'Etat ?



## 2. Une dégradation structurelles des finances publiques (4)

- Quelques pistes de réflexion de la Chambre de Commerce:

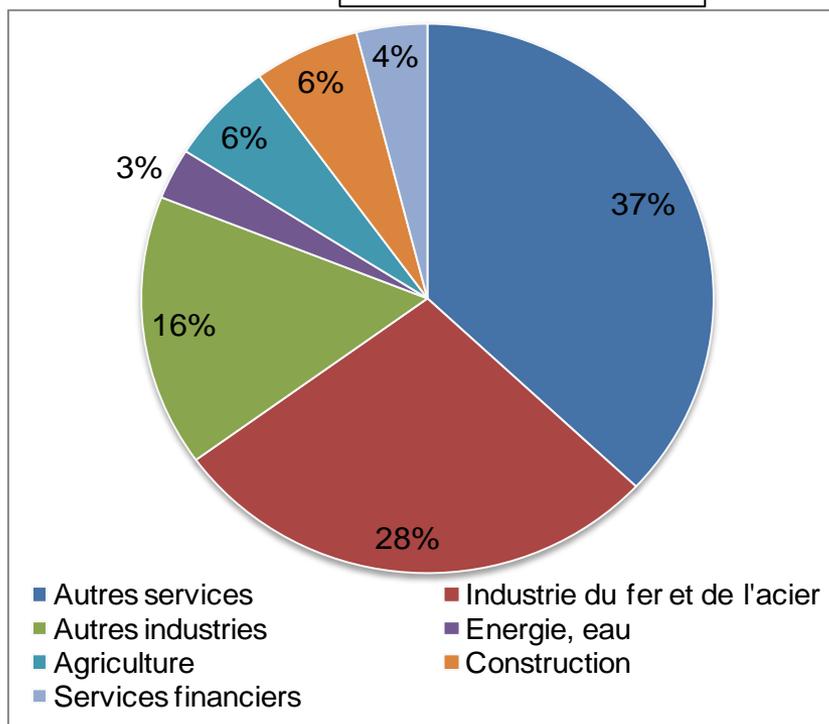
- ➔ introduction d'une norme de progression de dépenses courantes
- ➔ mise en place d'une « Schuldenbremse » sur le plan légal
- ➔ mise en œuvre de la sélectivité sociale basée sur le revenu médian
- ➔ implémentation des réformes annoncées dans la fonction publique
- ➔ création d'un fonds souverain « à la norvégienne »



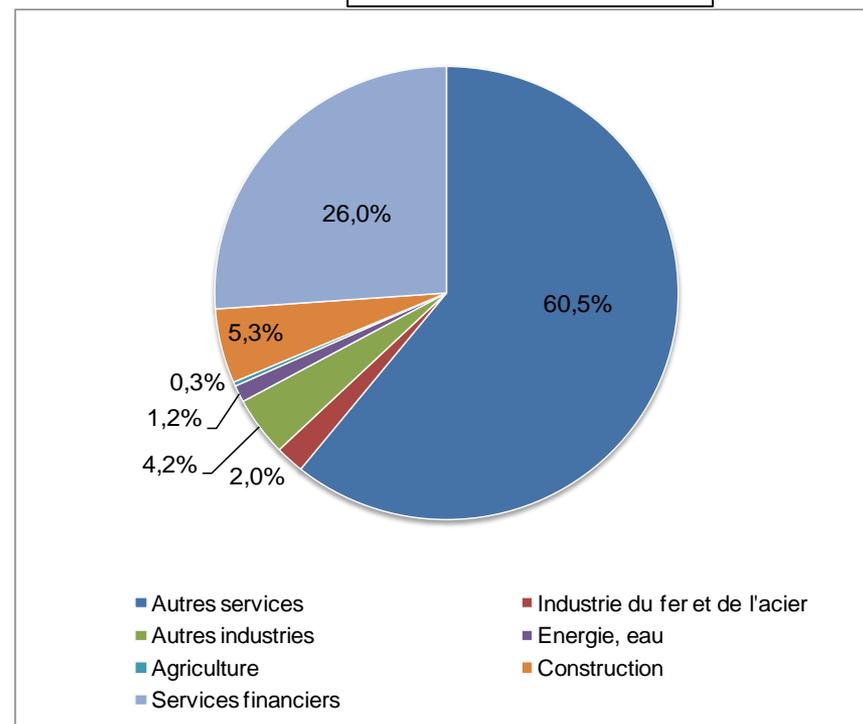
## 3. Un nouveau monolithisme économique et une grande dépendance des niches de souveraineté (1)

- Quel avenir pour l'industrie manufacturière et pour l'économie productive en général ?

1970



2009





### 3. Un nouveau monolithisme économique et une grande dépendance des niches de souveraineté (2)

- ...et si demain nos niches fiscales et réglementaires disparaissaient et nos recettes extraordinaires s'asséchaient?

Type impôt	millions EUR	en % ./ rec. fisc. Adm. cent.
TVA e-commerce	378,4	3,9%
Taxe d'abonnement	595,2	6,2%
IRC sect. fin	977,6	10,1%
Demande étrangère de produits soumis à accises	981,1	10,1%
	<b>2 932,3</b>	<b>30,3%</b>



## 4. Un déficit démocratique manifeste et un manque de cohésion sociale (1)

- Les (électeurs) luxembourgeois face à leur économie: déphasage avec les réalités du pays

Population résidente	511 800	
Frontaliers entrants	154 000	
Population "jours ouvrables"	<b>665 800</b>	
Nombre de luxembourgeois	290 500	56,8%
Nombre d'étrangers	221 300	43,2%
Emploi intérieur total	371 000	
Nombre de salariés luxembourgeois	100 104	26,4%
<i>dont: dans le secteur protégé</i>	43 045	
Nombre de salariés non-luxembourgeois	236 453	62,3%
Nombre d'électeurs (luxembourgeois) en 2009	223 842	
<b>Luxembourgeois / population "jours ouvrables"</b>	<b>43,6%</b>	<b>moins de 1 sur 2</b>
<b>Electeurs luxembourgeois / population résidente</b>	<b>43,7%</b>	<b>moins de 1 sur 2</b>
<b>Electeurs luxembourgeois / population "jours ouvrables"</b>	<b>33,6%</b>	<b>environ 1 sur 3</b>
<b>Electeurs luxembourgeois "non-secteur protégé" / population "jours ouvrables"</b>	<b>27,2%</b>	<b>à peine 1 sur 4</b>

NB: envrion 1 électeur sur 2 est inactif



### 4. Un déficit démocratique manifeste et un manque de cohésion sociale (2)

- Parmi les tendances non-durables, relevons les thèmes suivants :

➔ **non-représentativité des préoccupations** socio-économiques à travers l'électoral national

➔ **ségrégation / dichotomie** du marché du travail luxembourgeois (secteur privé / secteur public)

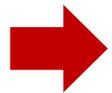
➔ **genèse de sociétés parallèles** sur la base des langues et des secteurs économiques

➔ **défis relatifs à l'intégration et à l'immigration** de plus en plus importants en raison du caractère largement exogène de la croissance luxembourgeoise

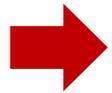


### 4. Un déficit démocratique manifeste et un manque de cohésion sociale (3)

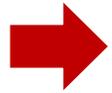
- Quelques pistes de réflexion de la Chambre de Commerce :



changement de paradigme en matière d'ouverture de la fonction publique



mise en œuvre pragmatique du cadre légal relatif à la nationalité luxembourgeoise



pour un système d'éducation plus inclusif, notamment à travers une refonte de l'enseignement des langues



approche plus prospective et vision à long terme pour accompagner l'évolution démographique



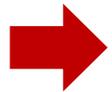
### 5. Une exposition à la pauvreté relative d'un habitant sur sept (1)

- La population cible est connue... mais les instruments ne sont pas ciblés!

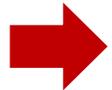


### 5. Une exposition à la pauvreté relative d'un habitant sur sept (2)

- Parmi les tendances non-durables, relevons les thèmes suivants :



**une personne sur sept** est considérée comme pauvre au Luxembourg



**la politique sociale et familiale** est coûteuse et sa mise en œuvre ne change pas la donne à l'égard de l'exposition à la pauvreté



la grande absence de la politique de lutte contre la pauvreté : la **sélectivité sociale**



les **faibles écarts** entre les transferts sociaux et le SSM sont fortement dévalorisants pour le travail rémunéré peu qualifié



### 5. Une exposition à la pauvreté relative d'un habitant sur sept (3)

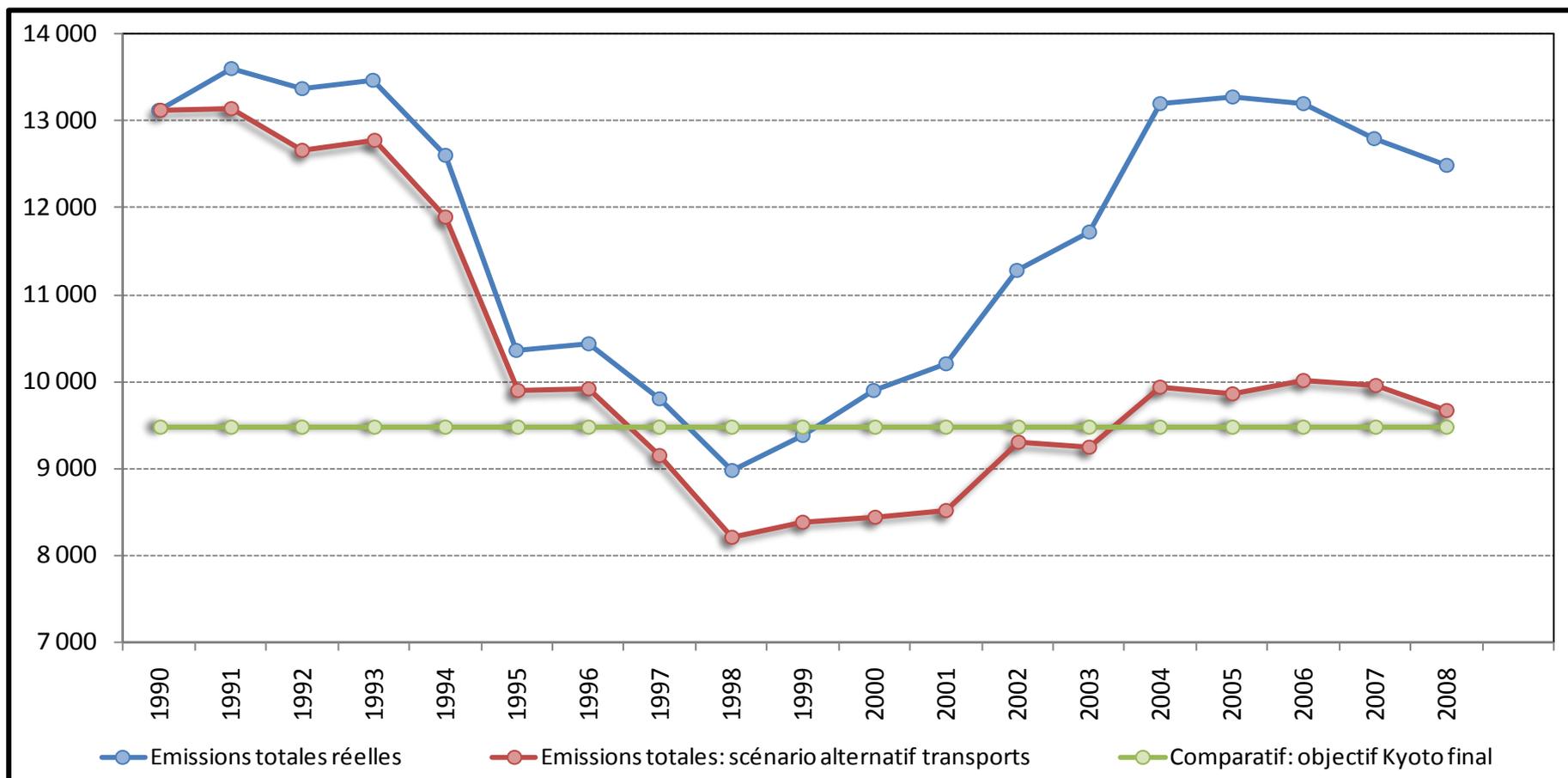
- Quelques pistes de réflexion de la Chambre de Commerce :

- ➔ augmentation du **taux d'emploi des résidents**
- ➔ introduction généralisée du **critère du revenu médian**
- ➔ **ré-articulation de la politique des transferts sociaux** en faveur de la participation à la vie économique
- ➔ **amélioration du capital humain** à travers le système d'enseignement
- ➔ **quantification**, parmi les objectifs « LU2020 », de la réduction de la pauvreté et définition d'un plan d'action à cet égard



## 6. Un niveau élevé d'émissions de gaz à effet de serre (1)

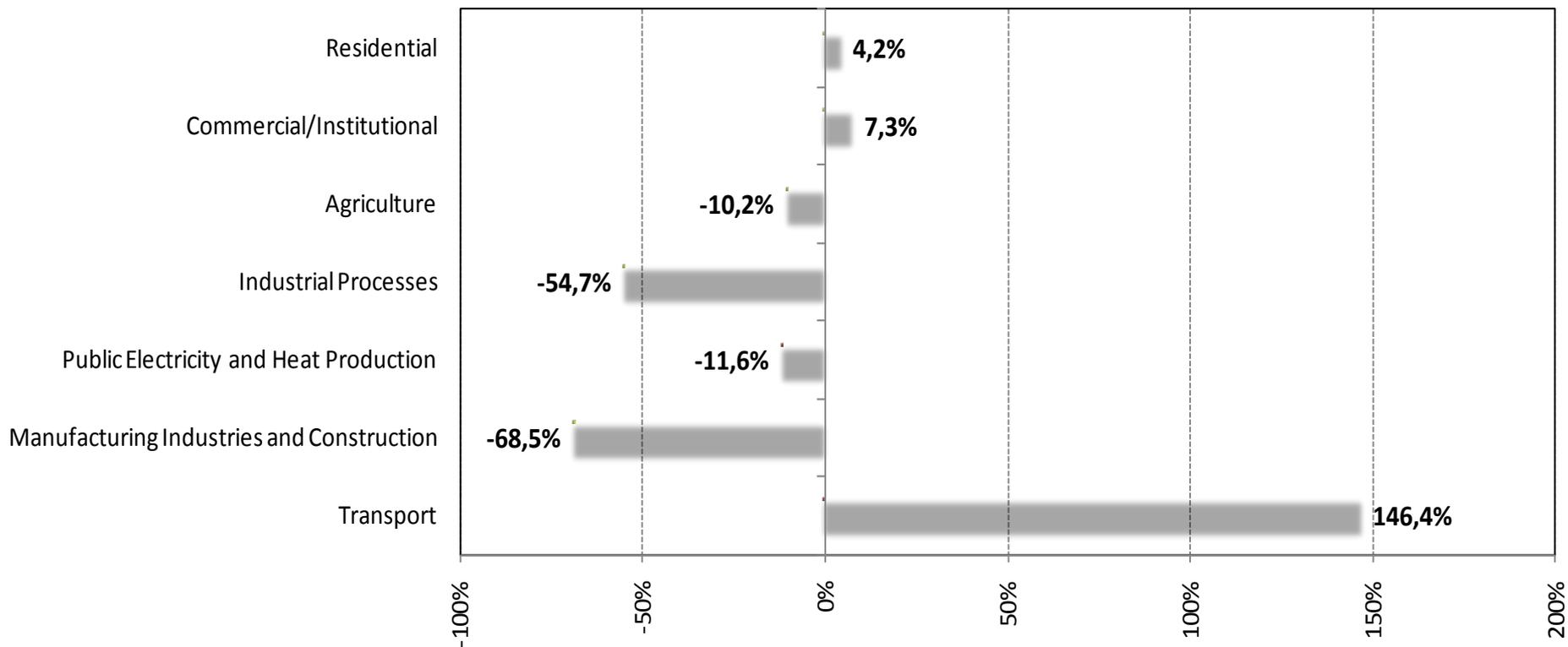
- Le Luxembourg n'atteindra pas, de façon isolée, son objectif « Kyoto »...





## 6. Un niveau élevé d'émissions de gaz à effet de serre (2)

- ... largement en raison de l'importante progression des émissions attribuées à la branche « transports » (comparaison 1990 / 2008)





## 6. Un niveau élevé d'émissions de gaz à effet de serre (3)

- Par ailleurs, ne devrions-nous pas raisonner à périmètre constant ?

<i>Dimension</i>	<b>1990</b>	<b>2008</b>	<b>Ecart abs.</b>	<b>Ecart rel.</b>
<i>Population (milliers)</i>	384	494	110	28,6%
<i>Emploi salarié (milliers)</i>	170	332	162	95,3%
<i>Nombre de frontaliers (milliers)</i>	34	146	112	329,4%
<i>PIB réel (1995 / 2008) (milliards €)</i>	16,3	29,8	13,5	82,8%

- Quid des objectifs 2020 dans ce contexte ?



## 6. Un niveau élevé d'émissions de gaz à effet de serre (4)

- Quelques pistes de réflexion de la Chambre de Commerce (1) :

➔ la **réduction des émissions au lieu de leur délocalisation**

➔ **l'inscription de la politique luxembourgeoise** dans le contexte international

➔ la prise en compte du **critère d'efficience** par le biais de la conjugaison, aux efforts nationaux, des instruments flexibles

➔ la prise en considération du **marché unique** en matière de politique environnementale et énergétique

➔ la **concrétisation du potentiel national existant**



## 6. Un niveau élevé d'émissions de gaz à effet de serre (5)

- Quelques pistes de réflexion de la Chambre de Commerce (2):

- ➔ **l'éclosion d'un secteur des écotechnologies** performant et voué à l'exportation
- ➔ **la cohérence** avec entre la politique de réduction des GES, d'une part, et de promotion des énergies renouvelables, d'autre part
- ➔ **la cohérence** aussi avec les autres piliers du développement durable : ne pas menacer à court terme des ressources financières abondantes



## 6. Un niveau élevé d'émissions de gaz à effet de serre (6)

- Etat des lieux des émissions : où se trouve le potentiel de réduction?

Secteur		Emissions en mio. T CO <sub>2</sub> eq.	Quote-part / émissions totales	Quote-part / émissions totales hors ETS	Variation entre 2005 et 2009
<b>Energie, Industrie</b>	<b>2005</b>	<b>3,919</b>	29,52%	12,33%	-13,42%
	<b>2009</b>	<b>3,393</b>	28,25%	13,30%	
<i>Dont: installations non-ETS</i>	2005	1,316			-0,7%
	2009	1,307			
<i>Dont : installations ETS</i>	2005	2,603			-19,9%
	2009	2,086			
<b>Transports</b>	<b>2005</b>	<b>7,024</b>	52,91%	65,81%	-11,01%
	<b>2009</b>	<b>6,251</b>	52,05%	63,60%	
<i>Dont : flotte nationale</i>	2005	1,538			9,2%
	2009	1,679			
<i>Dont : exportation carburants</i>	2005	5,486			-16,7%
	2009	4,572			
<b>Ménages, commerce, services</b>	<b>2005</b>	<b>1,451</b>	10,93%	13,60%	-4,55%
	<b>2009</b>	<b>1,385</b>	11,53%	14,09%	
<b>Agriculture</b>	<b>2005</b>	<b>0,712</b>	5,36%	6,67%	2,53%
	<b>2009</b>	<b>0,730</b>	6,08%	7,43%	
<b>Autres sources</b>	<b>2005</b>	<b>0,171</b>	1,28%	1,59%	-8,77%
	<b>2009</b>	<b>0,156</b>	1,30%	1,59%	
<b>Total</b>	<b>2005</b>	<b>13,276</b>			-9,53%
	<b>2009</b>	<b>12,010</b>			
<b>Total hors ETS</b>	<b>2005</b>	<b>10,673</b>			-7,91%
	<b>2009</b>	<b>9,829</b>			



## Une parenthèse...

- Outre les tendances non-durables, le présent A&T aborde également un ensemble de thématiques fortement liés, et notamment:
  - ➔ la **responsabilité sociale des entreprises**
  - ➔ les **indicateurs alternatifs** au PIB / habitant
  - ➔ **l'extension du concept du bien-être** des personnes physiques aux personnes morales
  - ➔ le possible rôle de **l'économie sociale et solidaire** en matière de politique d'inclusion sociale



# Les initiatives pertinentes en matière de développement durable au Luxembourg



## Des initiatives pertinentes (1)

- Des objectifs nationaux ambitieux à l'horizon 2020

	Objectif européen pour 2020	Objectif national pour 2020
Objectif 1	« (...) porter à 75 % le taux d'emploi des femmes et des hommes âgés de 20 à 64 ans »	73% (71,5% pour 2015)
Objectif 2	« (...) porter à 3 % du PIB le niveau cumulé des investissements publics et privés »	Intervalle de 2,3 à 2,6% (2,0% pour 2015)
Objectif 3	« (...) réduire les émissions de gaz à effet de serre de 20 % (...) »	- 20% *
	« (...) faire passer à 20 % la part des sources d'énergie renouvelable dans notre consommation finale d'énergie »	11% * (moyenne 2015/2016 5,45%)
	« (...) s'acheminer vers une augmentation de 20 % de notre efficacité énergétique »	13% ** (10,38% pour 2016)
Objectif 4	« (...) réduire le taux de décrochage scolaire à moins de 10 % »	durablement moins de 10% ***
	« (...) porter à 40 % au moins la proportion de personnes âgées de 30 à 34 ans ayant obtenu un diplôme de l'enseignement supérieur ou atteint un niveau d'études équivalent »	40% ***
Objectif 5	« (...) 20 millions de personnes au moins cessent d'être confrontées au risque de pauvreté et d'exclusion. »	/



## Des initiatives pertinentes(2)

- **Une politique de diversification économique largement en phase:**
  - ✓ Définition de secteurs prioritaires (programme gouvernemental, 65 mesures du Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur)
  - ✓ Lien avec le développement durable: secteur des écotecnologies, nouveaux matériaux, NTIC, logistique multimodale, technologies de la santé
- **Un changement de paradigme:** des niches de souveraineté aux niches de compétences
- **Une politique en matière de RDI** repensée:
  - ✓ Contrats de performance pluriannuels
  - ✓ Définition de domaines de recherche prioritaires de l'Université et des CRP
  - ✓ Bonne articulation avec les secteurs prioritaires dans le contexte de la diversification économique



## Des initiatives pertinentes(3)

- **Une politique de promotion efficace** de la place financière:
  - ✓ Coopération de type « PPP » en vue de la diversification continue:
    - du point de vue géographique;
    - du point de vue de la palette des produits proposés;
    - du point de vue de la modernisation permanente de l'arsenal réglementaire.
- **Quelques initiatives législatives (ponctuelles) récentes pertinentes:**
  - ✓ Loi d'octobre 2008 sur la nationalité
  - ✓ Régime fiscal particulier pour les expatriés
  - ✓ Régime fiscal valorisant en matière de propriété intellectuelle
  - ✓ Nouveau cadre légal en matière de promotion de la RDI
  - ✓ Création d'une zone franche
  - ✓ Extension du réseau des conventions de prévention de double imposition
  - ✓ Accord bipartite de décembre 2010



## Des initiatives pertinentes (4)

- **Une approche plus intégrée et participative en matière de politique de développement durable:**

- ✓ Création d'un « grand ministère » intégré
- ✓ Adoption du 2<sup>e</sup> Plan national pour le développement durable
- ✓ Création du Partenariat pour l'environnement et le climat

- **Une nouvelle reconnaissance de l'importance de la simplification administrative:**

- ✓ Transposition de la directive services (mise en place de guichets uniques)
- ✓ Nomenclature en matière d'établissements classés
- ✓ Projet de réforme de l'accès aux professions d'artisan, de commerçant et d'industriel



## ... mais nécessité d'agir dans de nombreux domaines

- **Réforme de l'assurance-maladie et de l'assurance-pension**

- ✗ Réformes envisagées trop hésitantes
- ✗ Hypothèse sous-jacente d'une progression continue de l'emploi

- **Politique d'aménagement du territoire**

- ✗ Absence de feuille de route concernant l'implémentation des plans sectoriels
- ✗ Caractère désuet des hypothèses sous-jacentes aux outils de planification

- **Finances publiques**

- ✗ Assainissement peu ambitieux et concentration sur les dépenses d'investissement
- ✗ Absence de réforme selon les prémisses d'une budgétisation par objectifs

### ➔ **Quels ingrédients pour y arriver?**

- une vision à long terme, dépassant le cadre d'une législature
- des ajustements bien dosés, qui ne font pas mal à ce stade
- la remise en question de la politique des « droits acquis »
- la volonté politique d'affronter des défis « impopulaires »



# Questions & Réponses